

Action FUGEA et ECVC – Bruxelles 1er février 2024

La colère paysanne s'empare de Bruxelles contre le libre-échange !

Depuis des semaines, le monde agricole exprime sa colère. Les graines du malaise paysan s'expliquent principalement par la trajectoire ultra-libérale empruntée par l'Europe. En effet, depuis des décennies, l'Union a fait le choix de déréguler les marchés et de mettre ses exploitations en concurrence avec le reste du monde. Symbole de cette dérégulation débridée : l'accord UE-Mercosur négocié depuis 10 ans par la Commission.

Armé de ses tracteurs et de sa volonté sans faille, notre syndicat sera présent ce jeudi 1^{er} février (11h) à la place du Luxembourg pour rencontrer les responsables européens. Une conférence de presse sera organisée lors de la mobilisation place du Luxembourg avec des leaders paysan.ne.s des différents pays européens (membres ECVC). Nos alliés de la société civile seront présents pour soutenir nos demandes et participer à nos actions sur place.

Pour répondre aux enjeux environnementaux et sociaux, l'agriculture belge et européenne devra bénéficier d'une politique plus protectionniste de la part de ses décideurs et décideuses politiques. En effet, l'Europe doit arrêter de prendre ses agriculteur.rices pour des magiciens : être plus vert avec moins d'argent (baisse des budgets de la PAC) en étant concurrentiel sur les marchés mondiaux, c'est tout bonnement impossible. Aujourd'hui, la libéralisation de l'agriculture détruit à petit feu nos exploitations et empêche la transition des fermes. Pour la FUGEA, il est plus que temps de revoir les règles de jeu.

Concrètement, nous demandons à l'Europe de :

- **Refuser tous les accords de libre-échange mettant en danger notre agriculture et sa transition.** Les instances européennes doivent notamment annuler le processus de signature de l'accord UE-Mercosur, un accord anachronique qui symbolise toutes les incohérences des politiques européennes ;
- **Interdire l'entrée sur le territoire européen de produits qui ne respectent pas nos normes (mesures miroirs).** Les instances européennes doivent établir un agenda clair sur les mesures-miroirs pour les mettre en place à court-terme.
- **Rétablir une régulation des marchés pour garantir des prix justes et stables.** Les instances européennes doivent ouvrir des discussions sur ces chapitres de l'Organisation Commune des Marchés (OCM de la PAC).
- **Assurer une augmentation des budgets de la PAC pour soutenir nos fermes et leur évolution.** Les instances européennes doivent sortir des réductions budgétaires imposées au secteur agricole.





31 JANVIER 2024

L'Europe doit faire des choix cohérents : pas de Greenddeal sans Socialdeal. Pas de Greenddeal sans protéger ses exploitations du marché mondial. Perdre ce combat n'est pas une issue pour les membres de la FUGEA.

Contacts :

- **Vincent Delobel** (administrateur) : 0487 90 52 02
- **Hugues Falys** (porte-parole) : 0497 61 64 14
- **Timothée Petel** (chargé de mission) : 0499 90 75 92

